

Les crédits

Le document, qui est le cadre de discussion en matière d'environnement, propose, et je cite de la page 17:

Les gouvernements, les entreprises et les particuliers doivent voir comment ils peuvent le mieux contribuer à réduire de moitié le volume de leurs déchets.

Peut-être serait-il opportun de créer un office de la gestion des déchets. . .

Je répète. . .

. . . un office de la gestion des déchets comme complément au programme national de récupération des déchets pour promouvoir la réduction et le recyclage des rebuts.

Certains d'entre nous croient que nous avons actuellement un bureau de la gestion des déchets ici, au sein de l'administration fédérale. Je pense que le cabinet du premier ministre est un bon exemple en matière de gestion des déchets. Tout comme le ministre des Finances, de la façon dont il gère l'économie du pays.

Je désapprouve la création d'un office, d'un autre service administratif pour gérer leurs propres programmes de gestion des déchets, alors qu'en fait, le gouvernement montre si peu l'exemple.

Une voix: Regardez tous les déchets au 24 Sussex, par exemple.

M. Gauthier: Nous savons qu'ils veulent parler d'une nouvelle politique du transport. Ils viennent d'effectuer des coupes chez VIA Rail, un des réseaux les plus écologiques qui soient.

Je veux parler de l'environnement sain auquel nous sommes supposés aspirer, et du Plan vert que nous avons obtenu. Le gouvernement n'a pas encore proposé de programme de recyclage aux Canadiens. Nous avons des projets de recyclage du papier. Et d'assainissement des eaux. Eh bien, c'est une série de promesses diluées.

Je veux poser une question à la députée, puisqu'elle connaît bien les activités du gouvernement et qu'elle en est la porte-parole en matière d'environnement. Ne croit-elle pas, comme moi, qu'il est temps que les dépenses du gouvernement traduisent ses engagements et qu'il mette en oeuvre des mesures favorables à l'assainissement de l'environnement comme la gestion des déchets dans ses propres édifices? Ne devrait-il pas s'y employer?

Mme Catterall: C'est justement pourquoi j'ai invité les ministres ou ceux qui leur parlent à l'occasion. C'est là qu'il faut commencer. Nous ne pouvons pas inciter les Canadiens à adopter une certaine conduite à la maison, à

l'usine ou au bureau, si nous n'adoptons pas les mêmes pratiques. Le gouvernement fédéral est le plus gros employeur du pays. Il assure 250 000 emplois directs et autant d'emplois indirects. Il utilise plus de papier et de fournitures de bureau et de laboratoire que tout autre employeur au Canada. Il compte le plus grand parc automobile et est le plus grand consommateur d'énergie du pays. Il devrait donc donner l'exemple.

Ce qui m'amène à parler des coûts. Le ministre des Forêts et celui de l'Environnement ont dit qu'il fallait faire des compromis, qu'il fallait parler des coûts.

S'il est tellement important que le gouvernement joue un rôle de chef de file et donne l'exemple, c'est pour montrer qu'on peut économiser de l'argent lorsqu'on respecte l'environnement. Si on construit des usines qui utilisent moins de ressources et moins d'énergie, elles seront plus efficaces et plus productives. Les entreprises novatrices qui ont pris des mesures de ce genre en ont fait la preuve.

Je mets le gouvernement au défi de prouver que, en tant qu'entreprise la plus importante du pays, il lui coûte moins cher de faire les choses en respectant l'environnement. Je soutiens qu'il n'en coûtera pas plus cher. Nous ne cessons de faire peur aux gens en leur donnant cette idée fausse. Nous continuons de faire semblant de ne pas pouvoir agir sans prétexte que nous devons déboursier trop d'argent.

Il y a bien des façons d'économiser. Alors, cessons de faire semblant.

M. Brian O'Kurley (Elk Island): Monsieur le Président, la députée a fait ressortir avec éloquence un élément essentiel de nos efforts communs vers la réalisation de nos nobles objectifs en matière d'environnement.

Il s'agit plus précisément des rapports entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces et des territoires. La députée sait qu'en dépendent non seulement le développement réussi d'une politique de l'environnement, mais aussi le succès dans d'autres domaines de politique.

La députée voudrait-elle faire part à la Chambre et aux Canadiens de la conception qu'elle et son parti se font d'un cadre réaliste, raisonnable et efficace qui assurerait la mise au point d'une politique fédérale-provinciale dans le domaine crucial de l'environnement?